



Rapport d'activités 2016

Table des matières

Introduction.....	3
I - ANIMATION DE LA RÉFLEXION INTER-INSTITUTIONNELLE ET DU DÉBAT RÉGIONAL	4
1.1. Les « journées régionales » (ex- « Jeudis de la Ville »).....	4
Journée régionale du 1 ^{er} juin 2016 « La participation citoyenne dans les quartiers »	4
Journée régionale du 24 juin 2016 « Egalité-Citoyenneté : se qualifier pour agir »	4
Journée régionale du 19 octobre 2016 « Animation du volet éducatif du contrat de ville »	5
1.2. Participation aux débats régionaux.....	5
1.3 Intégration de l'IREV à la vie locale	6
Accueil des professionnels de l'information et de la documentation.....	6
Participation aux journées du patrimoine.....	6
Visite des locaux de l'IREV	7
Participation au challenge du vélo (mai 2016).....	7
Participation au challenge de la mobilité (septembre 2016)	7
Accueil de réunions de structures extérieures.....	7
II QUALIFICATION ET ECHANGES D'EXPERIENCES	8
2.1 Les ateliers de qualification.....	8
Atelier de qualification « Le Nouveau Programme National de Renouveau Urbain	8
Atelier de qualification « Développement économique urbain »	9
Atelier de qualification « Egalité citoyenneté »	10
Atelier de qualification « La participation citoyenne » à Roubaix et Maubeuge	11
2.2 Les Rencontres professionnelles	11
Réseau des référents Conseils Citoyens.....	11
Réseau des coordinateurs Atelier Santé Ville (et chefs de projet politique de la ville)	11
Réseau Plans territoriaux de prévention des Discriminations	12
2.3 Rencontres thématiques	12
Rencontre pacte financier et fiscal (mars 2016)	12
Numérique et contrat de ville (mai 2016)	13
Rencontre politique de la ville à Noyon (10 octobre 2016)	13
Rencontre santé (22 novembre 2016)	14
2.4 Prestations.....	15
Accompagnement de la démarche Défi Bourgogne 3.000	15
III PROFESSIONNALISATION DES ACTEURS.....	16
« Ensemble on fait quoi ? » : prévention de la radicalisation, laïcité, malaise identitaire	16
Diagnostic de territoire	16
Le plan de formation « Valeurs de la République et laïcité »	16
Interventions en formation initiale et partenariat universitaire.....	17
Interventions / Animation de l'IREV dans le cadre d'évènements « extérieurs »	18
IV OBSERVATION, INFORMATION ET VEILLE	19
4.1 Le centre de documentation	19
4.2 Alimentation de la base de données bibliographiques :.....	19
4.3 La veille informative	20
4.4 La diffusion d'information	20
4.5 Récapitulatif des Productions / Publications.....	23
VI – PARTICIPATION AUX RESEAUX NATIONAUX	26
6.1 Le Réseau des Centres de ressources politique de la ville	26
La Capitalisation collective	26
L'animation du Réseau des Centres de Ressources Politique de la Ville (CRPV)	26
Les chantiers collectifs.....	27
Les Groupes de travail nationaux.....	27
6.2 Réseau Ressources pour l'Egalité des chances et l'Intégration (RECI)	27
VII – GOUVERNANCE ET MOYENS HUMAINS	29

Introduction

Si 2015 avait été une année riche de par la signature des contrats de ville, l'un des défis de l'IREV en 2016 était de participer à la traduction opérationnelle de ces contrats de ville, en soutenant l'ingénierie locale dans l'élaboration de plans d'actions structurés destinés à mettre en œuvre ce contrat cadre sans perdre de vue le renouvellement des modes de faire induits par la loi de programmation pour la Ville et la cohésion urbaine.

C'est ainsi que l'IREV a proposé des actions de qualification pour décliner le volet développement économique du contrat de ville, les plans de prévention et de lutte contre les discriminations, le pacte financier et fiscal de solidarité, la participation citoyenne dans le contrat de ville ou encore des projets de renouvellement urbain qui répondent aux enjeux stratégiques des agglomérations.

Des temps forts ont également été consacrés aux enjeux majeurs de cohésion sociale en région que sont la santé, les enjeux éducatifs ou le risque de fracture numérique pour les quartiers en termes d'usages.

Enfin, l'IREV a participé à l'effort de formation des acteurs locaux aux valeurs de la République, à travers le déploiement du plan national de formation « Valeurs de la République et Laïcité » piloté en région par la Direction régionale Jeunesse, Sports et Cohésion Sociale et l'organisation d'ateliers de qualification « égalité –citoyenneté ».

Les Journées, rencontres régionales et cycles de qualification organisés par l'IREV ont touché 900 personnes (professionnels, habitants), auxquels il convient d'ajouter les près de 100 demandes d'information – documentation, la fréquentation du site internet, et le public touché à l'occasion des nombreuses interventions de l'IREV dans des événements organisés par les partenaires.

D'un point de vue organisationnel, l'objectif a été, à partir du 2nd semestre de préfigurer un nouveau projet stratégique adapté au périmètre élargi d'intervention de l'IREV à la nouvelle région « Hauts-de-France ». Celui-ci a été validé lors de l'assemblée générale de novembre 2016 et sera mis en œuvre à partir de 2017.

Le nombre d'EPCI pilotes d'un contrat de ville qui font confiance à l'IREV augmente également : les communautés d'agglomération Artois Comm, Boulonnais, Lens-Liévin et Pays Noyonnais ainsi que la Communauté de communes Pays des Sablons ont en effet décidé en 2016 de devenir membres du GIP.

I - ANIMATION DE LA RÉFLEXION INTER-INSTITUTIONNELLE ET DU DÉBAT RÉGIONAL

1.1. Les « journées régionales » (ex- « Jeudis de la Ville »)

Trois journées régionales ont été organisées par l'IREV en 2016.

Journée régionale du 1^{er} juin 2016 « La participation citoyenne dans les quartiers »

L'IREV a organisé une Journée régionale intitulée "La participation citoyenne dans les quartiers" qui s'est déroulée le Mercredi 1er juin 2016, au Grand Sud à Lille.

Suite à la Loi LAMY du 21 février 2014, une forte attente est née autour de l'inclusion de la participation dans la politique de la ville que ce soit dans ses actions, sa gouvernance ou son rapport au citoyen.

La volonté gouvernementale de voir la Politique de la ville garantir une place aux citoyens a pris forme notamment dans les conseils citoyens. Sur les territoires, ces conseils citoyens sont apparus progressivement à partir de 2015 et ont parfois remis en question les procédures et pratiques de la Politique de la ville et les instances de démocratie participative.

Au-delà des conseils citoyens, l'intégration des habitants dans les actions menées par la Politique de la ville vient questionner l'accès au débat public des personnes les plus éloignées de la parole publique et à la fois la prise d'initiatives dans les quartiers et la capacité d'initiatives qu'ils peuvent occuper dans les quartiers. « Comment la Politique de la ville peut-elle permettre aux citoyens de développer leur pouvoir d'agir sur leur environnement ? » était



une des problématiques de cette journée régionale qui a été l'occasion de présenter, sur différents champs, les prises d'initiatives et actions permettant une participation ascendante dans les quartiers. Elle s'est déroulée en deux temps. Un premier temps en conférence a présenté des études de cas nationaux ou internationaux tandis qu'un deuxième temps est venu, sous forme d'atelier, interroger par thématique, des projets portés régionalement.

La journée régionale était ouverte à tous, élus de collectivités, professionnels, associatifs et citoyens. Afin de pouvoir enrichir les réflexions au cours de cette journée, l'IREV avait préalablement lancé un appel à contribution afin de recueillir des témoignages lors des ateliers de l'après-midi.

La journée a rassemblé 170 participants (techniciens et élus des communes et intercommunalités, associations, services de l'Etat, habitants des quartiers politique de la ville...)

La journée a donné lieu à une capitalisation sous forme d'actes diffusés sur le site internet de l'IREV et envoyés à chacun des inscrits.

http://www.irev.fr/sites/www.irev.fr/files/actes_journee_regionale_participation.pdf

Journée régionale du 24 juin 2016 « Égalité-Citoyenneté : se qualifier pour agir »

Cette journée de restitution, qui s'inscrivait dans la continuation du cycle Égalité-Citoyenneté - déployé au premier semestre 2016 sur quatre territoires du département du Nord, visait à la fois à présenter un bilan de celui-ci et à ouvrir des perspectives :

- Sur la formation des acteurs, s'appuyant notamment sur la mobilisation des établissements d'enseignement supérieur (universités, institut du travail social...);
- Sur la mobilisation des acteurs locaux en mettant en avant différentes expériences menées par les acteurs associatifs, ou les collectivités locales dans le cadre de la préparation des plans territoriaux de lutte contre les discriminations...

La journée a rassemblé 107 participants (un tiers issus d'associations mais aussi des communes et intercommunalités, services de l'Etat...).

La journée a donné lieu à une capitalisation sous forme d'actes diffusés sur le site internet de l'IREV.
http://www.irev.fr/sites/www.irev.fr/files/actes_version_def.pdf

Journée régionale du 19 octobre 2016 « Animation du volet éducatif du contrat de ville »

Dans un contexte d'orientations décrétées à l'automne (avec notamment la convention interministérielle 2016-2020 et une nouvelle circulaire sur le programme de réussite éducative), l'IREV, en partenariat avec le Commissariat Général à l'Égalité des Territoires (CGET) et la direction générale de l'enseignement scolaire (DGESCO) du ministère de l'Éducation nationale, a organisé, le 19 octobre 2016 au collège de Moulins à Lille, une journée régionale consacrée à l'animation du volet éducatif du contrat de ville.

Ce séminaire a été l'occasion de faire le point sur les éléments de cadrage à venir ; d'analyser – avec Stéphanie MOREL, directrice de l'agence de conseil et d'évaluation le Socialab – en quoi l'éducation partagée peut favoriser la réussite scolaire et éducative des élèves des quartiers prioritaires ; enfin de travailler collectivement autour des enjeux saillants des contrats de ville : mixité sociale, parentalité, lutte contre le décrochage scolaire et gouvernance partagée.

La journée a rassemblé 125 personnes : les participants étaient issus de l'Education Nationale (42 %), communes et intercommunalités (services cohésion sociale / politique de la ville / Réussite éducative), associations...

La journée a donné lieu à une capitalisation, lien

1.2. Participation aux débats régionaux

L'IREV a également été sollicité par ses différents partenaires pour participer à des temps d'échanges (interventions, animation) ou soutenir la préparation de temps de travail locaux, notamment dans des champs où l'expertise de l'IREV est reconnue.

Sur la participation citoyenne :

- **Rentrée citoyenne** : suite à la circulaire [du 4 août 2016](#), une mobilisation générale dans les Préfectures a permis d'organiser sur le mois d'octobre 2016 la « rentrée citoyenne ». Celle-ci avait pour objectif de faire débattre et échanger tous les conseillers citoyens et les adultes relais sur l'ensemble des territoires en politique de la ville pour alimenter une rencontre nationale. Pour les Conseils citoyens, elle a été organisée le 27 octobre à la Villette à Paris.

Localement, l'IREV a participé à certaines des rencontres consacrées aux conseils citoyens sur les 5 départements (Nord, Pas-de-Calais, Somme). En réponse à la sollicitation de la préfecture du Nord, l'IREV a également proposé des modalités d'animation des temps d'échanges et certains contenus d'intervention. Ces éléments ont également été transférés aux Préfectures de Département qui étaient libres de s'en saisir.

Suite à ces rencontres locales, une personne a été désignée par chaque conseil citoyen pour participer au Forum national de la rentrée citoyenne à la Villette où les centres de ressources Politique de la ville ont modestement tenu un stand en distribuant leurs productions. L'IREV a ainsi diffusé la Boîte à outils conseils citoyens ainsi que le Repères pour agir sur la participation des habitants le 27 octobre 2016.

- **Préparation d'un temps fort pour les Conseils Citoyens de l'Agglomération Maubeuge Val de Sambre** : participation aux temps de travail préparatoires, propositions méthodologiques (animation, organisation)

- **Intervention à la communauté d'agglomération d'Hénin Carvin** : l'IREV est intervenu lors de ce séminaire organisé par la CAHC le 10 mars, dont l'objectif était de répondre à la question « La concertation des habitants : comment progresser ensemble ? » et de présenter les outils disponibles, dont, entre autres, le guide de la concertation de la CAHC et les outils de l'IREV.

Sur la prévention des discriminations :

- Animation de la « **Rencontre égalité – citoyenneté** » à Valenciennes Métropole (26 mai) visant la restitution du diagnostic territorial de prévention des discriminations et la présentation d'expériences locales ;
- Groupes de travail lutte contre les discriminations du contrat de ville (Métropole Européenne de Lille) : travail préparatoire, intervention – présentation de ressources disponibles.

Sur l'observation et l'évaluation :

- **Intervention à la rencontre du PIVER** du 28 avril à Lille sur la notion de diagnostic partagé, des statistiques à la parole des habitants.
- **Participation au groupe de travail évaluation de la MEL.**

Sur la politique de la ville :

- **Intervention pour Maisons & Cités** (Lewarde, 4 juillet) : dans une table ronde sur les enjeux de la politique de la ville à partir des expériences du centre de ressources (Participation des habitants, développement économique).

Sur la santé :

- **Groupe de travail sur l'observation de la santé** avec l'ADULM, l'ORS et la MEL (septembre, Lille)
- **Temps de réflexion sur les conseils locaux de santé mentale** avec l'ARS, le CCOMS et la plateforme nationale ressources ASV (novembre, Hellemmes)

1.3 Intégration de l'IREV à la vie locale

Accueil des professionnels de l'information et de la documentation

Le 21 juin 2016 une quinzaine de documentalistes de la région ont répondu à l'invitation de l'IREV et de la délégation régionale Nord-Picardie de l'ADBS (l'Association des professionnels de l'information et de la documentation). Cette rencontre avait pour but d'échanger autour de la problématique du « réseau » et du « travail coopératif », mode obligé de l'activité de documentaliste, à partir de l'expérience de l'IREV. Trois points ont été abordés lors de cette visite : la fonction information-documentation à l'IREV, les réseaux auquel appartient l'IREV (RNCRPV et RECI) et enfin l'ingénierie du travail documentaire en réseau (le fonctionnement en réseau et les questions qu'il soulève, plus particulièrement en termes de veille et de bibliothéconomie).

Participation aux journées du patrimoine

Le siège de l'IREV a été ouvert à l'occasion des journées du patrimoine les 19 et 20 septembre dans le cadre de la visite sur le renouvellement de la Porte de Valenciennes. Cette visite, réalisée par la Ville de Lille, a été l'occasion de faire découvrir la vue depuis l'IREV sur la ville et notamment les grandes

friches urbaines (Saint-Sauveur, Fives-Cail), le renouvellement urbain de la Porte de Valenciennes, les programmes d'Eurallille et du Bois habité. L'accueil chaleureux a également permis de présenter le centre de documentation et les activités de l'IREV au grand public.

Trois visites ont réuni une centaine de personnes en tout dont la communauté des blogueurs et yelpers Lillois.

Visite des locaux de l'IREV

Dans le cadre des visites de quartier de la Porte de Valenciennes par la SPL Eurallille, des visites sont régulièrement organisées à l'IREV. En 2016, les locaux ont ainsi accueilli une délégation d'architectes et d'urbanistes alsaciens ainsi qu'une classe du Lycée Baggio à Lille.

Participation au challenge du vélo (mai 2016)

Participation au challenge de la mobilité (septembre 2016)

Accueil de réunions de structures extérieures

L'IREV accueille régulièrement des réunions de structures partenaires ou voisines : COPAS, formations VRL, Ingeus....



II QUALIFICATION ET ECHANGES D'EXPERIENCES

2.1 Les ateliers de qualification

Les ateliers (ou cycles) de qualification visent la qualification collective et l'échange de pratiques entre les acteurs, sur un sujet thématique (le renouvellement urbain, le développement économique) ou méthodologique (la participation des habitants, l'évaluation) de la politique de la ville. Les ateliers s'étalent sur plusieurs séances (entre 2 et 5 journées) afin d'approfondir les sujets, et d'en permettre l'appropriation.

Atelier de qualification « Le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain

L'**objectif** de ce cycle de 5 journées était d'accompagner les territoires dans l'élaboration de leur PRU, en conformité avec la nouvelle approche du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain et les orientations du cadre législatif existant. Les enseignements du PNRU1 ont également été mobilisés.

Le **programme de l'atelier a été co-construit** avec les partenaires, d'une part à travers une enquête menée auprès des territoires (chefs de projet renouvellement urbain) et d'autre part avec la constitution d'un comité de pilotage associant les institutions (État, Région, ANRU, ARH, DDTM...), l'équipe de l'IREV et Alexis Montaigne, consultant (Extracités) faisant partie du pôle d'expertise ANRU et sélectionné pour l'AMO de ce cycle. Ce travail préparatoire a permis la conception de 4 modules, auxquels a été ajouté un module « bonus » à la demande des territoires :



- Module 1 : Quelle intégration du PRU au contrat de ville et aux politiques de droit commun (schémas directeurs...) ? » / lundi 10 octobre 2016.
- Module 2 : « Comment passer d'un raisonnement à l'échelle du quartier à une approche territoriale d'agglomération ? » / mardi 15 novembre 2016.
- Module 3 : « Quelles étapes pour passer du protocole de préfiguration à l'élaboration de la convention NPNRU ? Méthodes, outils et points de vigilance pour un projet de qualité. » / mardi 13 décembre 2016.
- Module 4 : « Quelles mesures d'accompagnement du projet prévoir, en amont du projet ? (projet de gestion, clauses d'insertion, relogement...) ? » / jeudi 19 janvier 2017.
- Module bonus : « Le programme de travail de la phase protocole » (passage du protocole à la convention) / vendredi 10 mars 2017.

La capitalisation du cycle (en cours de finalisation) prendra une forme nouvelle de type « cahier d'exercice », qui en sus d'apporter un cadrage et une restitution de l'atelier aux professionnels, propose des exercices permettant de mettre en pratique les enseignements du cycle. Les supports diaporamas ont été mis en ligne au fil des modules sur le site de l'IREV :

<http://www.irev.fr/action/cycle-qualification-renouvellement-urbain>

Le public touché : en moyenne, une vingtaine de participants à chaque séance, chefs de projet renouvellement urbain et politique de la ville issus de 8 EPCI (ainsi que de leurs communes) ayant un

quartier en Renouveau Urbain. Sites d'intérêt national et d'intérêt régional étaient représentés. Un bailleur social ainsi que des chargés de mission du Conseil Régional ont également participé.

Atelier de qualification « Développement économique urbain »

Le cycle de qualification sur le développement économique urbain s'est déroulé à cheval entre 2015 et 2016 (3 séances en 2015 et restitution en 2016) et concernait 4 territoires (Artois Comm', CA Douaisis, CA Saint-Omer, CC Cœur d'Ostrevent). Il visait, sur le mode «formation-action» à mettre en place les conditions d'une collaboration durable en matière de développement économique urbain. Ce cycle s'inscrit dans la même logique que le cycle mené en 2013-2014, et dans le prolongement de la journée régionale du 30 septembre 2014 et de la sortie de l'ouvrage Repères pour Agir en juillet 2015.

Il proposait de se pencher aussi bien sur la question de la gouvernance et de l'intervention intégrée pour un développement économique urbain que sur des objets de travail plus concrets comme l'innovation dans les pratiques professionnelles, l'initiative et la création ou la dimension économique du renouvellement urbain.

Le cycle s'est déroulé sur 3 séances (octobre, novembre et décembre 2015) avec une séance de restitution en 2016 sur Saint-Omer, à Douai et à Aniche. Il a été financé pour partie par la Caisse des Dépôts et a réuni les services développement économique et Politique de la Ville des quatre agglomérations ainsi que les partenaires du territoire.

Les participants avaient comme objectif à l'issue des séances de dégager une note de cadrage et un schéma de gouvernance venant compléter et faire le lien entre les documents stratégiques de leur territoire (PLDE, ITI et Contrat de ville). Alors que le bilan de 2015 avait été mitigé quant à la mobilisation des acteurs, notamment du développement économique, les bilans sur les territoires ont permis de faire le point sur les freins et opportunités qui entourent la relation entre développement économique et Politique de la ville. Sur Saint Omer, une présentation détaillée de la note de synthèse à la Direction Générale a permis d'engager la co-production sur le volet du développement économique urbain. Sur le Cœur D'Ostrevent, la séance sur site a permis d'identifier quelques opportunités qui pourraient être mobilisés pour construire ce développement économique urbain. Enfin, pour la CAD, une réunion rassemblant les différents chargés de mission des services développement économique et Politique de la ville était destiné à créer les conditions d'un dialogue entre les deux directions.

<http://www.irev.fr/action/cycle-qualification-d%C3%A9veloppement-%C3%A9conomique-urbain-2015-2016>

Une initiation au développement économique urbain s'est également déroulée sur deux séances en 2015 (novembre et décembre) avec une dernière journée de restitution en mars 2016. Cette initiation avait pour cible les villes et EPCI du département du Nord plus faiblement dotés en ingénierie et n'ayant qu'une commune concernée par la Politique de la ville. Les territoires de Cambrai, Caudry, Hazebrouck et Fourmies ont répondu favorablement à cette proposition, réalisée avec le soutien du Conseil Départemental du Nord. Elle a permis de coproduire une trame de plan d'action à mettre en œuvre sur le volet développement économique des contrats de ville.

<http://www.irev.fr/action/cycle-qualification-d%C3%A9veloppement-%C3%A9conomique-urbain-2015-2016>

Ces deux ateliers de qualification ont lancé les réflexions sur un cycle de qualification sur les départements de l'Asine, Oise et la Somme, mêlant les enseignements obtenus par l'expérience acquise.

Atelier de qualification « Egalité citoyenneté »

Conçu en 2015 dans le cadre des mesures des Comités Interministériels à l'Egalité et la Citoyenneté, le cycle Égalité-Citoyenneté mis en place par l'IREV a permis de reposer le cadre juridique des valeurs et principes de la République, de bousculer les idées reçues et de réinterroger les pratiques professionnelles de chacun, avec l'objectif de mettre en pratique ces valeurs au quotidien.

Les professionnels ont également eu l'occasion de mettre directement en pratique les apports du cycle dans le cadre d'ateliers, en travaillant collectivement à la mise en place de plans d'actions territorialisés, répondant aux objectifs de la loi ville et cohésion urbaine de 2014.

L'ambition de ce cycle était enfin de s'inscrire dans l'existant – faisant ainsi écho à ce que chaque territoire a d'ores et déjà mis en place sur ces sujets – et de permettre d'élargir le cercle des acteurs concernés et investis.

Animé par Hervé BORDY, juriste formation conseil, ce cycle de qualification a également bénéficié des contributions précieuses de Valérie ARÉKIAN, Milena DOYTCHEVA, Ariane EPEE, François MABILLE et Omero MARONGIU, permettant de croiser les expertises du droit, de la sociologie et des sciences politiques. Le cycle Égalité – Citoyenneté a bénéficié du soutien de la Préfecture du Nord et des contributions actives des membres du comité de pilotage : Préfecture du Nord, DRJSCS Nord-Pas-de-Calais-Picardie, ENPJJ, Département du Nord, l'Université de Lille 3, l'Université Catholique de Lille (Faculté de Droit), IRA de Lille, CNFPT Nord Pas-de-Calais, APSN, FACE Métropole Européenne de Lille.

Le cycle d'une durée de 4 jours a été organisé sur 4 territoires (Roubaix, Maubeuge, Valenciennes et Dunkerque) au 1er semestre 2016, soit 16 jours d'intervention. 90 professionnels ont bénéficié de ces cycles de qualification, issus de l'ensemble du département du Nord et de différentes institutions : villes et agglomérations – pour la plupart concernées par la Politique de la Ville -, Conseil départemental du Nord (Responsables UT), têtes de réseaux et associations locales (centres sociaux, éducation populaire, prévention spécialisée...). Les Délégués du Préfet ont également participé aux journées visant à l'élaboration de plans d'actions territorialisés.



Atelier de qualification « La participation citoyenne » à Roubaix et Maubeuge

Ces ateliers de qualification débutés à Wattignies et dans le Valenciennois en 2015 ont pour but de permettre de qualifier les citoyens, élus et techniciens d'un quartier à mobiliser et enquêter grâce à une intervention dans la rue. L'objectif final est de pouvoir créer une dynamique de quartier capable d'être impulsée dans le conseil citoyen.

Les cycles ont pu accueillir d'une dizaine à une quinzaine d'habitants sur les 3 séances (une demi-journée d'appropriation des outils, une journée d'intervention dans la rue, une demi-journée de bilan. Les deux ateliers ont eu des résultats contrastés. A Roubaix, les conditions logistiques et techniques n'ont pas permis une mobilisation suffisante des citoyens (8 participants). A l'inverse, pour le quartier intercommunal de Maubeuge (entre 15 et 20 participants sur chaque séance), la mobilisation a permis l'appropriation des dispositifs et la réalisation d'interventions en autonomie grâce à une bonne dynamique de groupe. Les ateliers ont été aussi l'occasion d'aborder la formalisation des conseils citoyens et les problématiques rencontrées qui sont à l'origine des réflexions sur la mise en place d'une masterclass citoyenne sur les politiques publiques.

2.2 Les Rencontres professionnelles

Organisées par type de métiers, ces rencontres sont destinées à favoriser les échanges d'information et de pratiques entre pairs. Elles participent de l'animation du réseau proposée par l'IREV.

Réseau des référents Conseils Citoyens

L'IREV a organisé deux rencontres régionales de réseau entre les référents conseils citoyens : le jeudi 25 février 2016, au siège de la Communauté d'Agglomération d'Hénin Carvin (37 participants, issus de 12 EPCI), et le 24 mars 2016 à l'IREV (10 participants, issus de 5 EPCI).

Au programme :

- Présentation de la boîte à outils de l'IREV,
- Temps d'échanges « un document cadre pour le conseil citoyen » (charte, règlement intérieur...)
- Temps d'échanges « le lien entre le conseil citoyen et les instances du contrat de ville »
- Temps d'échanges « rythmer la vie du conseil citoyen » (petites victoires, réalisations, réunions).

La synthèse des échanges (6 pages) et le diaporama sont en téléchargement au lien suivant :

<http://www.irev.fr/action/rencontre-d%C3%A9changes-sur-conseils-citoyens-f%C3%A9vrier-mars-2016>

Réseau des coordinateurs Atelier Santé Ville (et chefs de projet politique de la ville)

Deux rencontres de réseau des coordonnateurs Atelier Santé Ville ont été organisées en 2016 :

- le 7 juillet 2016, cette rencontre a permis d'approfondir en groupe le sujet du positionnement de l'ASV au sein de son territoire (rôle, partenariat, etc.) et l'évaluation du dispositif (11 participants),
- le 22 novembre 2016, la rencontre organisée en partenariat avec la plateforme nationale ressources des ateliers santé ville, était axée sur le thème de la participation des habitants dans les démarches locales de santé, et associait également le réseau des chefs de projet politique de la ville (30 participants). Un compte rendu de cette seconde rencontre a été produit et est téléchargeable au lien suivant : <http://www.irev.fr/action/rencontre-r%C3%A9gionale-volet-sant%C3%A9-contrats-ville>

Réseau Plans territoriaux de prévention des Discriminations

A la demande de quelques professionnels en charge de faire émerger des plans de prévention des discriminations sur leurs territoires, l'IREV a proposé deux rencontres de réseau :

- le 30 septembre, la réunion a permis d'une part de faire un point d'actualité (juridique avec le 21^{ème} critère de discriminations, documentaire avec la parution de plusieurs rapports sur les discriminations notamment à l'emploi), et d'autre part de partager l'état d'avancement des démarches locales (sensibilisation, formation des acteurs du territoire, animation locale, formalisation du plan) et quelques leviers ou points de vigilance. Territoires participants : Valenciennes métropole, Métropole Européenne de Lille, CA du Douaisis, CA Maubeuge Val de Sambre, CC Cœur d'Ostrevent.
- Le 23 novembre : partage des avancées en termes de formalisation, échanges sur la mobilisation de partenaires. Territoires participants : Métropole Européenne de Lille, CA Maubeuge Val de Sambre, CC Cœur d'Ostrevent.

2.3 Rencontres thématiques

Afin d'apporter un éclairage complémentaire sur des enjeux diversifiés, l'IREV propose, au-delà des temps forts que constituent les journées régionales et les ateliers de qualification, d'organiser des rencontres à vocation régionale sur des sujets d'actualité ou présentant des enjeux particuliers en Nord Pas-de-Calais. Le format de ces rencontres est volontairement modulable (« petit déjeuner », demi-journée ou journée) en fonction du sujet à traiter, de l'actualité régionale et nationale, des moyens et partenariats mobilisables.

Ont ainsi été organisées quatre rencontres :

Rencontre pacte financier et fiscal (mars 2016)

La mise en place de politiques actives de solidarité communautaire et la mutualisation des ressources financières et fiscales à l'échelle de l'agglomération, constituent des enjeux majeurs de la cohésion sociale et territoriale.

Ainsi, la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine de février 2014 prévoit (art.12) : « L'EPCI (...) définit les objectifs de péréquation et de renforcement des solidarités financière et fiscale entre ses communes membres sur la durée du contrat de ville. L'EPCI (...) s'engage, lors de la signature du contrat de ville, à élaborer, en concertation avec ses communes membres, un pacte financier et fiscal de solidarité visant à réduire les disparités de charges et de recettes entre ces dernières. »

C'est pour faciliter la mise en œuvre de ces démarches que l'IREV a proposé, en partenariat avec l'Assemblée des Communautés de France (AdCF) et la délégation régionale du CNFPT Nord Pas-de-Calais, une rencontre sur ce thème le 30 mars 2016. Cette rencontre a été l'occasion d'échanger sur les objectifs et les motivations des communautés pour réaliser un Pacte fiscal et financier, les modalités d'élaboration, les freins et les leviers, à l'aide de témoignages de l'AdCF qui a produit une étude sur le pacte financier et fiscal et de deux intercommunalités ayant un pacte en cours d'élaboration (Valenciennes Métropole et CC de la Haute Deûle).

La rencontre a rassemblé 21 participants, pour l'essentiel responsables cohésion sociale / politique de la ville et responsables financiers des intercommunalités (9 intercommunalités représentées).

La synthèse et les diaporamas de la rencontre sont disponibles au lien suivant :

http://www.irev.fr/sites/www.irev.fr/files/pacte_financier_et_fiscal_-_rencontre_irev_-_adcf_irev_mai_2016.pdf

Numérique et contrat de ville (mai 2016)

Dans le cadre de la mise en œuvre des contrats de ville, des travaux menés récemment par le Conseil National du Numérique et des mesures prises par le Comité Interministériel à l'Égalité et à la Citoyenneté, intégrer les enjeux du numérique dans une stratégie territoriale en faveur des quartiers apparaît comme un enjeu fort pour les territoires.

Il s'agit moins aujourd'hui de travailler l'accès aux infrastructures et aux équipements numériques, que de prévenir les risques d'une fracture d'usage qui concerne particulièrement les habitants des quartiers prioritaires. Dans cette perspective, intégrer le numérique dans une stratégie territoriale en faveur des quartiers en difficultés nécessite de s'intéresser à la fois aux enjeux démocratiques, sociaux et économiques qu'il sous-tend.



L'IREV et ANIS ont ainsi proposé cette rencontre thématique dédiée qui a été l'occasion d'aborder « Le numérique comme outil de développement territorial » (Emmanuel VANDAMME, Président ANIS) et de faire un zoom sur l'enjeu de l'insertion par le numérique à travers les formations labellisées « Grande École du Numérique » (témoignages de Charlie LABORIE - Valenciennes Métropole, Cécile ADMONT – Réussir ensemble, Boulonnais, Louis DESTAILLEURS - Association de Gestion des Centres Socioculturels Belencontre et Phalempins).

Cette rencontre a réuni près de 80 participants issus de 14 EPCI (collectivités locales, associations et structures de proximité, intermédiaires de l'emploi...). La synthèse est disponible au lien suivant : http://www.irev.fr/sites/www.irev.fr/files/synthese_numerique_10_mai.pdf

Rencontre politique de la ville à Noyon (10 octobre 2016)

Dans le cadre de l'élargissement du périmètre d'intervention du centre de ressources à la nouvelle région Hauts-de-France, l'IREV a organisé sa première rencontre pour les acteurs de l'Aisne, de la

Somme et de l'Oise le 11 octobre à Noyon (Oise), où la Communauté de Communes nous a accueillis de façon fort sympathique.

Cette matinée a réuni une trentaine de participants (issus des intercommunalités, communes et conseil régional) et a permis dans un premier temps d'aborder l'observation des quartiers prioritaires de la politique de la ville, au travers de la présentation par l'INSEE des données et études disponibles sur ce sujet, et notamment d'un dossier ayant établi une typologie de cinq profils de quartiers prioritaires en région. Chacune de ces 5 familles de quartiers partage des enjeux communs selon par exemple le type de population qui y habite ou le niveau des revenus.

Une seconde séquence a permis à l'IREV de présenter ses ressources et surtout d'échanger avec les participants sur leurs besoins et attentes, et sur les dossiers qui faisaient leur actualité, en particulier la préparation des annexes au contrat de ville.

Les diaporamas de la rencontre sont disponibles en téléchargement ici : <http://www.irev.fr/action/rencontre-politique-ville-picardie-11-octobre-2016>

Rencontre santé (22 novembre 2016)

Mardi 22 novembre matin, l'IREV organisait en partenariat avec l'ARS Hauts-de-France, le CNFPT et la plateforme nationale ressources des ateliers santé ville, une rencontre régionale consacrée au « volet santé des contrats de ville : quels enjeux ? Quelles réponses sur le terrain pour les habitants des quartiers ? ». La matinée en plénière a rassemblé 130 participants et a permis de se donner des connaissances communes sur :

- Le profil des quartiers prioritaires des Hauts-de-France (Où sont-ils en région ? Quels sont les différents types de quartiers prioritaires et leurs enjeux ?)
- Le cadre institutionnel qui a beaucoup évolué ces dernières années (réforme de la politique de la ville, nouveaux contrats de ville, contrats locaux de santé, loi santé)
- Les différents dispositifs (Atelier Santé Ville, Adulte Relais Médiateurs Santé, Contrat local de Santé, Contrat de ville)
- L'articulation entre ces différents dispositifs et acteurs, qui ne se fait pas de la même façon selon les territoires : nous avons ainsi pu entendre les témoignages de la Communauté d'Agglomération du Boulonnais, de la ville de Château-Thierry, de Valenciennes Métropole ou encore de la Métropole Européenne de Lille et constater qu'il n'y a pas de modèle unique.
- L'importance de faire les actions de santé non pas pour les habitants mais avec les habitants, dans une dimension participative. Cela permet notamment d'aborder la santé dans sa globalité (pas uniquement par le soin mais par la prévention et les déterminants de santé).
- Dans cette logique, les différentes « échelles de la participation » et les conditions de réussite à mobiliser.
- Le volet santé mentale (là aussi au sens large de bien-être et non pas uniquement de maladies psychiques) des contrats de ville a également fait l'objet d'une séquence l'après-midi.

La synthèse de cette rencontre ainsi que les diaporamas sont en téléchargement au lien suivant : <http://www.irev.fr/action/rencontre-r%C3%A9gionale-volet-sant%C3%A9-contrats-ville>

2.4 Prestations

Accompagnement de la démarche Défi Bourgogne 3.000

Le Défi Bourgogne 3.000 a été lancé en 2014. Il correspond à la volonté des acteurs du quartier de la Bourgogne, sous l'impulsion du centre social, de se réunir et co-produire des défis à réaliser pour développer le quartier.

L'IREV a été sollicité pour accompagner la démarche sur plusieurs étapes dans le cadre d'un diagnostic partagé :

- La récolte statistique à l'aide du kit d'indicateurs de l'IREV s'est déroulée d'avril à juin ;
- La récolte de données qualitatives par des entretiens ciblés s'est déroulée d'avril à juin ;
- Un séminaire de partage du diagnostic avec les professionnels de la Bourgogne (70 personnes) a été réalisé en novembre ;
- Suivront, un séminaire de partage du diagnostic avec les associations de la Bourgogne (janvier 2016) ;
- Une animation dans l'espace public, pédagogique afin de partager le diagnostic avec les habitants de la Bourgogne (mars 2016).

Les deux premières étapes ont été réalisées par l'intermédiaire de Justine BOUASRIA, stagiaire au sein de l'IREV d'avril à octobre 2015.

L'animation dans l'espace public a utilisé la méthode du porteur de paroles, comme pour les cycles de participation citoyenne, cette fois-ci dans une volonté d'enquête sur le quartier. Une centaine de témoignages ont été recueillis pour qualifier les données statistiques de l'enquête.

III PROFESSIONNALISATION DES ACTEURS

L'IREV s'est en 2016 inscrit dans plusieurs démarches partenariales visant à construire ou déployer de nouveaux outils pédagogiques.

« Ensemble on fait quoi ? » : prévention de la radicalisation, laïcité, malaise identitaire

L'IREV s'est mobilisé au sein du collectif initié début 2015 par l'Association prévention Spécialisée Nord (APSN), Itinéraires et Laisse ton empreinte en participant aux différents temps de travail du collectif (comité de pilotage) et en investissant plus particulièrement le volet conception et expérimentation de modules de formation.

La conception des journées de formation a ainsi été assurée par un collectif de 10 personnes (APSN, IRTS, LTE, Conseil Départemental Nord...) avec l'appui d'experts (Faïza Guélamine, le cabinet Bouzar ... et les contenus des conférences – débats mises en place).

Les formations intitulées « Interventions sociales et faits religieux » avaient pour enjeu de clarifier les notions de faits religieux, de radicalisation et de laïcité, et ce dans l'objectif d'améliorer l'action mise en œuvre sur le terrain et de favoriser les coopérations entre professionnels. Destinées aux 7 Groupes Socio-Educatifs lillois, elles ont concerné plus d'une centaine de travailleurs sociaux des GSE qui ont pu bénéficier de deux journées de formation en mars et avril 2016.

Suite à cette expérimentation, l'ingénierie de formation a été stabilisée sous la forme de sessions socles de trois jours, assortis de deux journées rebonds visant à soutenir les dynamiques d'échanges collectifs sur ces sujets et faciliter l'émergence de plans d'actions. L'IREV prend part à ces démarches en assurant 1 journée « socle » et une journée rebond (en co-animation avec l'APSN).

Cette offre de formation a été sollicitée en 2016 par la Métropole Européenne de Lille et l'agglomération de Valenciennes Métropole. L'agglomération Maubeuge Val de Sambre et la CC Cœur d'Ostrevent en bénéficieront en 2017.

L'IREV et l'APSN sont intervenus le 20 septembre 2016 à un séminaire d'échanges européen (France, Belgique, Pays-Bas) proposé par le réseau EUKN (dont le CGET est membre) à Bruxelles afin de rendre compte de cette démarche de qualification des acteurs.

Diagnostic de territoire

Ce site a été mis en ligne par un partenariat entre l'APSN, l'Union régionale des centres sociaux du Nord Pas de Calais, le département du Nord et l'IREV. Il s'agit d'un site ressource qui apporte de nombreuses fiches méthodologiques destinées à aider à la réalisation d'un diagnostic de territoire partagé. Ce travail s'adresse à l'ensemble des acteurs concernés par les diagnostics de territoire, des acteurs de terrain aux collectivités à un niveau stratégique.



Lien : <https://www.diagnostic-territoire.org>

Le plan de formation « Valeurs de la République et laïcité »

En réponse aux attentats dont la France a été victime, le gouvernement a décidé de mettre en place un plan de formation ambitieux aux « Valeurs de la République et Laïcité ».

Ce dispositif repose sur un Kit pédagogique de formation unique et la formation de formateurs. Le Kit pédagogique a été réalisé par le Commissariat Général à l'Égalité des Territoires (CGET) en partenariat avec l'Observatoire de la laïcité ; le ministère de la Fonction publique ; le ministère de l'Éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche ; le secrétariat général des ministères chargés des affaires sociales ; le ministère des Affaires sociales et de la santé ; le ministère de la Ville, de la jeunesse et des sports ; le ministère de l'Intérieur ; l'Union sociale pour l'habitat ; le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT).

Le déploiement de ce plan est porté par le niveau régional de l'État via la **Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale Nord-Pas-de-Calais-Picardie**.

Il s'agit d'outiller les acteurs de terrain, prioritairement en contact avec les jeunes et/ou habitants en quartiers de la politique de la ville afin de véhiculer un discours clair, concret et univoque sur l'application au quotidien des Valeurs de la République, et en particulier du principe de Laïcité.

Ce plan de formation est destiné aux professionnels de « première ligne », en contact direct avec les publics. Il vise à répondre à leur besoin de qualification et d'accompagnement sur les principes de la République, notamment l'application du principe de laïcité dans les situations professionnelles qu'ils rencontrent au quotidien.

L'IREV apporte son appui à la DRJSCS pour le déploiement du plan de formation en région Hauts-de-France :

- **mobilisation d'une ingénierie dédiée : formateur de niveau 1 (prestataire) ;**
- **appui à la réalisation des actions de formation** (planification, organisation, logistique des sessions) :
 - gestion des calendriers de formateurs,
 - planification des sessions :
 - en « intra » sur la base des « fiches de remontées de besoins » et pour les réseaux d'acteurs mobilisés (éducation populaire par exemple)
 - tout public ;
 - réservation des salles,
 - impression des documents de formation, mise à disposition de matériel,
 - rémunération des formateurs et remboursement des frais de mission – déplacements (sur la base de conventions bilatérales IREV – structure employeuse des formateurs)...
- **actions de communication, partenariat, diagnostic.... :**
 - Mise en place d'un site internet dédié <http://valeursrepubliquelaicite-npdcp.fr/> (agenda des différentes sessions, inscriptions en ligne, ressources sur le sujet, relais d'initiatives locales) ;
 - Recueil des besoins de formation sur le territoire via une « fiche d'expression des besoins » (relayées par la DRJSCS, les DDCS et l'IREV),
 - Mobilisation des pilotes des contrats de ville (chefs de projet EPCI) pour le déploiement des sessions de formation vers les opérateurs des contrats de ville (Maubeuge Val de Sambre, CA du Boulonnais, CA Béthune-Bruay, Artois Lys Romane...)

En 2016, 24 sessions de formation ont été organisées pour les acteurs de terrain, touchant plus de 300 personnes.

Interventions en formation initiale et partenariat universitaire

Projet tuteuré Master 2 Communication et développement des territoires (INFOCOM Lille III)

Le projet tuteuré consiste en la prise en charge, par les étudiants du Master 2, d'une mission d'étude concernant une problématique de terrain et devant déboucher sur des préconisations. L'objectif

pédagogique est, pendant la période de cours, de renforcer leur rapport au monde professionnel, de les conduire, par un travail d'analyse de documents et d'enquête auprès des acteurs de terrain, à une connaissance plus approfondie des problématiques communicationnelles de développement des territoires telles qu'elles se posent sur le terrain professionnel.

Le thème retenu en 2016 - 2017 **concerne « L'impact de la mise en place des conseils citoyens sur la vie associative des quartiers »**. L'étude est menée plus particulièrement sur les conseils citoyens de Ronchin et Wattignies.

Intervention en IUT Carrières sociales sur l'histoire et l'actualité de la Politique de la ville (26 mai 2016)

Intervention en Master SAEU (Sociologie et Anthropologie des Enjeux urbains) de Lille 1 sur les métiers de la ville (28 septembre 2016)

Interventions / Animation de l'IREV dans le cadre d'évènements « extérieurs »

L'IREV a été sollicité à plusieurs reprises pour des interventions ou animations dans le cadre d'évènements se déroulant en région :

- 9^{ème} rencontres de l'Institut Renaudot les 18 et 19 novembre 2016 à Amiens, sur le thème « Santé et Environnement(S) de vie : du subir à l'agir ». L'IREV est intervenue lors d'un atelier sur la participation dans les démarches locales de santé.
- Réseau National des Maisons des associations (2 juin, Boulogne-sur-Mer) sur la participation des habitants : intervention en table ronde, présentation d'expérience (méthode Porteurs de Paroles) en atelier.
- Rencontre nationale CGET – CNER – CDC « Développement économique et quartiers prioritaires de la politique de la ville » (3 novembre, Boulogne-sur-Mer) : animation d'une table ronde « Démarches de développement économique intégrées à la politique de la ville : réussites et limites » autour de cinq démarches locales mobilisant l'Etat, les collectivités ou encore Agences de développement économique.

IV OBSERVATION, INFORMATION ET VEILLE

Le centre de ressources a vocation à capitaliser et diffuser l'information utile aux professionnels, entendue notamment comme : l'expertise de fond sur les thématiques, la connaissance des territoires et les modalités de conduite et de gestion de projet, les expériences de terrain, les travaux de recherche et les actualités législatives. Afin de réaliser cette mission « socle » le centre de ressources est doté de nombreux outils et méthodes de capitalisation (veille, capitalisation de ressources documentaires, productions, capitalisation d'expériences) et diffusion d'information (site internet, newsletter, base de données bibliographiques, portail d'information européen, panoramas de presse) en constante évolution.

Socle du centre de ressources, cette fonction permet à la fois d'alimenter la réflexion interne de l'IREV et des acteurs locaux. Elle permet à l'IREV de disposer et proposer à chacun une « mémoire » de la Politique de la ville dans les territoires régionaux.

4.1 Le centre de documentation (plus de 6000 références), continue d'être enrichi chaque année par de nouvelles acquisitions et par la transmission de l'importante production des acteurs de la région.

Les demandes d'informations et de documentations ont progressé en 2016 : plus de 90 demandes ont été formulées (contre une soixantaine en 2015), et plus de 50 documents ont été empruntés (contre environ 40 en 2015). Si la thématique faisant l'objet de la majorité de ces demandes reste **la politique de la ville** (évolutions et mise en œuvre, évaluation,...) les demandes d'informations ont également porté sur **la participation des habitants** (conseil citoyen, citoyenneté...), **les territoires régionaux** et sur **la rénovation urbaine**.



Les documents empruntés portaient également principalement sur la politique de la ville, puis sur les thématiques de la section immigration / intégration et lutte contre les discriminations, sur la section urbanisme, et plus particulièrement les ressources traitant de la rénovation urbaine, et sur la section citoyenneté, notamment ceux sur la participation des habitants.

On constate donc qu'en 2016, nos usagers ont renforcé leur intérêt pour la participation des habitants, intérêt déjà perceptible en 2015. On observe également un regain d'intérêt pour les informations et ressources sur la rénovation urbaine.

NB : la consultation interne du centre de documentation n'est pas comptabilisée.

4.2 Alimentation de la base de données bibliographiques :

Depuis janvier 2012, l'IREV gère son fonds documentaire grâce à la base de données bibliographiques du Réseau RECI (Ressources pour l'égalité des chances et l'Intégration, qui compte 7 membres dont 4 alimentent la BDD).

Fonctionnant avec le logiciel libre PMB, cette base de données est accessible gratuitement sur internet : <http://biblio.reseau-reci.org>. En 2016, la partie publique du catalogue en ligne a été refondue, afin de la rendre plus claire et accessible. A noter qu'en 2016, la base documentaire en ligne a reçu 7 373 visites (et 6 466 utilisateurs), soit une baisse d'environ 38% par rapport à 2015. Une campagne de communication est prévue en 2017 par le Réseau RECI suite à la refonte de la partie publique du catalogue.

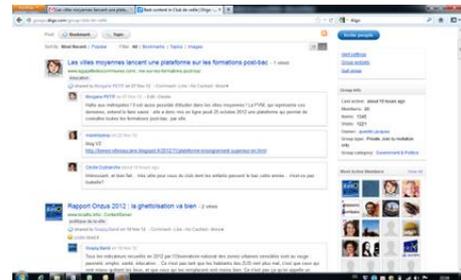


En 2016, l'IREV a saisi 41 notices bibliographiques, sur les 177 nouvelles notices créées par le Réseau, comprenant une indexation mots-clés et un résumé analytique.

4.3 La veille informative

Afin d'optimiser le temps passé au travail de veille sur les sources d'informations nationales, plusieurs centres de ressources politique de la ville se sont regroupés en un "**club de veille**" afin de **mutualiser le repérage de l'information** (partage des sources et repérage collectif) voire son traitement (partage de la rédaction d'actualité et de documents de synthèse). Le temps ainsi gagné peut notamment être consacré à **renforcer la veille locale**.

Depuis début 2013, le club de veille s'est élargi et rassemble 13 centres de ressources politique de la ville (Villes au Carré, Pays et Quartiers d'Aquitaine, CRPV-PACA, RésOvilles, Trajectoire Ressources, Ressources & Territoires, IREV qui l'avaient constitué mais aussi l'ORIV, Profession Banlieue, CR-DSU, Pôle Ressources Val d'Oise, CRPVE, Centre de ressources de la DPVI -Paris).



30 personnes participent à son alimentation (Chargés de gestion de l'information, chargés de mission, directeurs-trices).

Son fonctionnement est assuré grâce à des outils libres : the old reader pour la lecture des flux rss, Diigo pour le partage des informations repérées (issues de fils rss ou d'autres pages web).

Chaque information est « tagée » (ajout de mot clé choisi dans une liste pré-définie) et peut donner lieu à commentaire.

Une **plate-forme de veille utilisant les mêmes technologies a également été créée en interne à l'IREV afin de rassembler la veille locale / régionale**.

En 2015, le **Réseau RECI** s'est également doté d'un réservoir de veille collaborative sur l'intégration, l'immigration et les discriminations. Ce réservoir fonctionne avec l'outil Diigo, auquel l'IREV participe également.

4.4 La diffusion d'information

Le site internet <http://www.irev.fr>

Le site internet est l'outil principal de diffusion d'information de l'IREV.

Le site internet rassemble à la fois :

- L'actualité nationale et régionale de la politique de la ville (y compris agenda) ;
- Les productions et informations relatives au programme de travail de l'IREV ;
- La présentation des territoires et dispositifs de la politique de la ville en Nord Pas-de-Calais ;
- Un accès au catalogue documentaire partagé avec le réseau RECI, au panorama de presse des centres de ressources politique de la ville.



Le site internet est alimenté en continu, par l'ensemble de l'équipe technique, sous l'animation de la chargée de mission information-documentation.

En 2016, le site enregistrait **110896 visites**, contre 101397 en 2015, soit une **augmentation d'un peu plus de 9%**. Le nombre de « visiteurs uniques » a également augmenté de plus de 10%, passant de 53906 visiteurs en 2015 à **59699 en 2016**.

Cette augmentation de fréquentation, constante depuis la rénovation du site internet en 2012, témoigne cependant d'un léger essoufflement (les « visiteurs uniques » avaient augmenté de 20% entre 2014 et 2015 et les visites de 13%). Malgré une alimentation constante du site en informations nationales et régionales, en agenda, et une communication de l'IREV sur ses activités par l'intermédiaire des ateliers et journées qu'il organise, par ses publications (newsletters, dossiers participants en ligne, dossiers ressources...), le site commence à montrer ses limites.

En 2016, le site enregistre **22067 téléchargements**, contre 15748 en 2015, soit une **progression de 40%**.

Les documents les plus téléchargés, à une exception près et en dehors des fiches de postes liées à des offres d'emplois, sont les productions de l'IREV directement accessibles en ligne :

- Boîte à outils conseil citoyens - qui cumule à elle seule *5869 téléchargements dont les 12 premiers fichiers les plus téléchargés sur le site*
- Éléments du cycle de qualification « L'évaluation des contrats de ville » – cumulés, ils représentent *919 téléchargements*
- Plaquette ANRU « Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain Élaboration des projets de renouvellement urbain dans le cadre des contrats de ville » - *320 téléchargements*
- Conseils citoyens : les outils des Centres de Ressources Politique de la ville – *236 téléchargements*
- Dossier Ressource sur la GUP et sur la convention d'utilisation de l'abattement TFPB – *229 téléchargements*
- Éléments de la Rencontre IREV / ARS / CNFPT du 22 novembre 2016 sur « Le volet santé du contrat de ville : quels enjeux ? Quelles réponses sur le terrain pour les habitants des quartiers ? » - *265 téléchargements (dont 162 téléchargements pour le dossier documentaire – lectures conseillées)*.

Offres d'emploi, appels à projets, informations relatives à la politique de la ville en région, fiches d'expériences et comptes rendus ou synthèses de rencontre par exemple sont également parmi les documents les plus téléchargés.

En 2016, **les pages les plus consultées du site**, en dehors des offres d'emplois, sont celles des rubriques :

1. « Actualités » : qui regroupe l'actualité nationale, régionale et les actualités de l'IREV ;
2. « La politique de la ville en Région » : avec un fort intérêt pour les fiches des territoires et des dispositifs, et pour les financements ;
3. Les ressources produites par l'IREV, regroupant les dossiers, publications et documents supports de nos actions, disponibles dans les rubriques « L'IREV et ses chantiers » et « Boîte à outils ».

La rubrique « **La politique de la ville en Région** » présente les territoires concernés par la politique de la ville (avec liens sur les données statistiques disponibles), les dispositifs déployés (avec documents contractuels le cas échéant) et les principaux acteurs au sein des collectivités locales et des services de l'État.

Dès la signature des premiers **contrats de ville du Nord-Pas-de-Calais**, l'IREV a commencé un travail de synthèse de chacun de ces contrats, afin de publier sur le site de l'IREV (rubrique « La

politique de la ville en région », « les dispositifs ») une fiche succincte présentant les différents éléments clés de chacun des contrats de ville.

Chacune de ces fiches de synthèse présente les axes stratégiques ainsi que les autres rubriques principales des contrats de ville.

Depuis 2015, cette rubrique est complétée par une sous-rubrique « **Les financements** », qui recense les modalités de soutien de projets possibles pour les acteurs de la politique de la ville :

- les modalités de programmation des crédits de la politique de la ville (modalités d'intervention départementales de l'État et des collectivités dans le cadre des contrats de ville, modalités d'intervention du Conseil Régional) ;
- les modalités de soutien des projets (appels à projets notamment) relevant des différents partenaires (collectivités, ARS, CAF...)
- les moyens mobilisables auprès des fondations lorsque les publics ou territoires éligibles concernent les quartiers en difficulté du Nord Pas-de-Calais.



La newsletter

Chaque mois, l'IREV diffuse une lettre d'informations électronique recensant les nouveaux articles publiés sur le site internet (actualités de l'IREV, régionales et générales, Documentation, Agenda et Offres d'emploi).

Les objectifs de diffusion restent inchangés :

- 12 Lettres d'information électronique par an ;
- Augmentation du nombre d'abonnés : **+8,25% en 2016**, soit 3421 abonnés en décembre 2016 contre 3160 en décembre 2015 ;
- La consultation reste stable avec en moyenne 384 lecteurs mensuels
- Chaque mois, les articles concernant l'IREV remportent un franc succès, suivis des actualités régionales, et en particulier des financements.

Les panoramas de presse

Depuis 2014, le réseau national des centres de ressources Politique de la ville publie un panorama de presse, via Scoop-it : www.scoop.it/actu-politiquedelaville . Ce panorama propose de l'actualité sélectionnée en continu par les 20 centres de ressources politique de la ville (via le Club de veille notamment) pour informer rapidement sur les politiques territoriales de cohésion urbaine et sociale, en métropole et outre-mer. L'alimentation de ce scoop-it se fait à tour de rôle entre les différents chargés d'info-doc des centres de ressources. L'IREV a géré le scoop-it en octobre 2015.



Le Réseau RECI a également lancé en octobre 2015 son panorama de presse sur l'actualité nationale de l'immigration, de l'intégration et de la lutte contre les discriminations :

<http://www.scoop.it/t/immigration-integration-lutte-contre-les-discriminations>.



Twitter

Les membres de l'équipe de l'IREV se sont dotés, fin 2013, de comptes twitter afin de diffuser de l'information concernant l'IREV mais également des actualités glanées via le réseau twitter.

Au 31 décembre 2016, nous totalisons 716 abonnés (followers) – soit une augmentation de plus de **42%** de nos abonnés (503 abonnés en 2015). **En 2016, l'équipe a renforcé sa communication sur twitter en émettant 252 tweets, soit quasiment deux fois plus qu'en 2015.**

Au titre du Réseau RECI, l'IREV est également en charge de l'**animation du compte Twitter EWSI France (@EWSIFrance)**, ouvert en septembre 2015, dans le cadre de la participation du réseau RECI à l'alimentation du Portail Européen sur l'intégration (<https://ec.europa.eu/migrant-integration/>).

4.5 Récapitulatif des Productions / Publications

Actes de la Journée régionale « La participation citoyenne dans les quartiers » du 1^{er} juin 2016

L'IREV a organisé, le Mercredi 1er juin 2016, au Grand Sud à Lille, une Journée régionale intitulée "**La participation citoyenne dans les quartiers**" qui a réuni plus de 200 professionnels, élus et citoyens pour croiser les expériences de participation dans les quartiers.

La matinée a été consacrée à une table ronde des institutionnels faisant le point sur la mise en place des conseils citoyens et la nécessité de créer les conditions de la participation dans les quartiers ainsi qu'à des présentations d'expériences européennes à Londres grâce à la présence d'Hélène BALAZARD et Anvers avec le collectif Straten Generaal. L'après-midi a été consacré à des ateliers thématiques afin d'identifier des initiatives ou actions transposables et qui peuvent permettre une participation accrue des citoyens au débat public.

Le compte rendu ainsi que les supports diaporama des intervenants étaient en ligne sur notre site internet à compter du 20 décembre 2016 et envoyé systématiquement aux inscrits à la journée régionale.

http://www.irev.fr/sites/www.irev.fr/files/actes_journee_regionale_participation_0.pdf

Actes de la Journée régionale « Égalité-Citoyenneté : se qualifier pour agir » du 24 juin 2016

La journée de restitution Égalité-Citoyenneté qui s'est déroulée le 24 juin dernier à l'Université Catholique de Lille s'inscrivait dans la continuation du cycle Égalité-Citoyenneté - déployé au premier semestre 2016 sur quatre territoires du département du Nord. Elle visait à la fois à présenter un bilan de celui-ci et à ouvrir des perspectives - en mettant en avant différentes expériences locales menées par les acteurs associatifs, les collectivités locales...

Cette journée aura été l'occasion de rappeler, au-delà du contexte à l'origine de ce cycle, l'importance de se saisir de ces questions et de les traiter en ayant en tête un référentiel commun, un cadre juridique clair permettant d'assurer au mieux la pérennisation des actions menées.

Le compte rendu ainsi que les supports diaporama des intervenants étaient en ligne sur notre site internet à compter du 29 novembre 2016.

http://www.irev.fr/sites/www.irev.fr/files/actes_version_def.pdf

Actes de la Journée Régionale « Animation du volet éducatif du contrat de ville » du 19 octobre 2016

Dans un contexte d'orientations décrétées à l'automne (avec notamment la convention interministérielle 2016-2020 et une nouvelle circulaire sur le programme de réussite éducative), l'IREV, en partenariat avec le Commissariat Général à l'Égalité des Territoires (CGET) et la direction générale de l'enseignement scolaire (DGESCO) du ministère de l'Éducation nationale, a organisé, le 19 octobre 2016 au collège de Moulins à Lille, une journée régionale consacrée à l'animation du volet éducatif du contrat de ville. Ce séminaire a été l'occasion de faire le point sur les éléments de cadrage à venir ; d'analyser – avec Stéphanie MOREL, directrice de l'agence de conseil et d'évaluation le SocialLab – en quoi l'éducation partagée peut favoriser la réussite scolaire et éducative des élèves des quartiers prioritaires ; enfin de travailler collectivement autour des enjeux saillants des contrats de ville : mixité sociale, parentalité, lutte contre le décrochage scolaire et gouvernance partagée.

Les actes de la journée ainsi que les documents du dossier participant et les supports diaporama des intervenants sont en ligne sur notre site :

Insérer lien

Dossier ressources « Gestion Urbaine de Proximité et abattement TFPB »

Ce dossier ressources a été publié en avril 2016 en partenariat avec l'Association Régionale de l'Habitat et la DDTM du Nord. Il propose un récapitulatif, dans un format synthétique, des éléments juridiques et méthodologiques dans lesquels s'inscrivent les travaux partenariaux à mettre en œuvre dans le cadre des contrats de ville autour de l'abattement de 30% de taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB) dont bénéficient les bailleurs sociaux pour leur patrimoine en Quartier prioritaire de la Politique de la Ville et du projet de GUP à mettre en place en conséquence. Ce dossier a été téléchargé 229 fois en 2016.

Lien :

<http://www.irev.fr/article/dossier-ressources-gestion-urbaine-proximit%C3%A9-abattement-tfpb>

Dossier ressources sur l'égalité et la citoyenneté

Début 2016, l'IREV a mis en place sur quatre territoires du département du Nord (Roubaix, Maubeuge, Valenciennes et Dunkerque) un cycle de qualification Égalité-Citoyenneté (de 4 journées) dont l'objectif était à la fois de redéfinir et de se mettre d'accord sur ce que signifient aujourd'hui les principes d'égalité et de citoyenneté et de travailler ensemble aux moyens de les mettre en œuvre, au quotidien, dans le cadre professionnel.

Un cycle complété par la journée régionale de restitution « Égalité-Citoyenneté : se qualifier pour agir » du 24 juin 2016.

Pour pérenniser les enseignements de ces démarches de qualification, l'IREV a mis à disposition les éléments ressources qui ont été utilisés ou proposés durant le cycle de qualification et la journée régionale de restitution sous la forme d'un dossier ressources comprenant :

- Pour le cycle de cycle de qualification : le compte-rendu du cycle, la plaquette de présentation du cycle, la bibliographie version courte et version complète du cycle, complète ainsi que le programme du cycle.
- Pour la journée de restitution du 24 juin : le programme, la bibliographie, le diaporama général, les actes de la journée ainsi que le texte d'une intervention de Daniel Boulagnon (réflexion sur la citoyenneté et l'identité)

Le dossier ressources était en ligne sur notre site internet à compter du 23 juin 2016 (29 novembre 2016 pour les actes de la journée), il a été téléchargé 79 fois en 2016 :

<http://www.irev.fr/article/dossier-ressources-egalite-citoyennete>

Site diagnostic de territoire

Ce site a été mis en ligne par un partenariat entre l'APSN, l'Union régionale des centres sociaux du Nord Pas de Calais, le département du Nord et l'IREV. Il s'agit d'un site ressource qui apporte de nombreuses fiches méthodologiques destinées à aider à la réalisation d'un diagnostic de territoire partagé. Ce travail s'adresse à l'ensemble des acteurs concernés par les diagnostics de territoire, des acteurs de terrain aux collectivités à un niveau stratégique.

Lien : <https://www.diagnostic-territoire.org>

« Le numérique, un outil au service de la politique de la ville », revue *Diversité*

Dans le cadre du réseau national des centres de ressources politique de la ville, l'IREV a piloté l'élaboration collective d'un article dans la revue *Diversité* du 3^{ème} trimestre 2016 consacrée à « Ce que le numérique peut en éducation ».

L'article des centres de ressources part du postulat que la question des inégalités numériques représente un enjeu fort sur les territoires prioritaires de la Politique de la Ville, et s'attache alors à démontrer comment et à quelles conditions le numérique peut constituer un levier de développement tant au niveau social, qu'urbain ou économique (les trois piliers obligatoires des contrats de ville). Le rôle du numérique comme facilitateur de la participation citoyenne est également abordé.

Lien : <https://www.reseau-canope.fr/notice/diversite-n-185-3e-trimestre-2016.html#content>

Référence : « Le numérique, un outil au service de la politique de la ville », BARBIN Vianney, BOURGEOIS Frédérique, SIOEN Marie, *Diversité*, n°185, 3^{ème} trimestre 2016, pp.177 à 182. Revue disponible en consultation ou emprunt à l'IREV.

VI – PARTICIPATION AUX RESEAUX NATIONAUX

6.1 Le Réseau des Centres de ressources politique de la ville

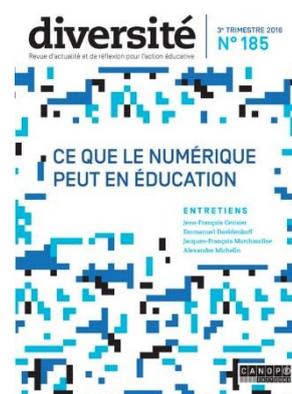
Vingt centres de ressources Politique de la ville sont implantés en France (métropole et outre-mer). Les directeurs se réunissent 4 à 5 fois par an, pour une durée de deux jours, afin d'échanger autour de : l'actualité de la politique de la ville et les évolutions de contexte, les modalités d'accompagnement des acteurs et le rôle des CRPV (réflexion stratégique et adaptation des pratiques).

La Capitalisation collective

Dans le cadre du réseau national des centres de ressources politique de la ville, l'IREV a piloté l'élaboration collective d'un article dans la revue Diversité du 3ème trimestre 2016 consacrée à « ce que le numérique peut en éducation ».

« Le numérique, un outil au service de la politique de la ville », BARBIN Vianney, BOURGEOIS Frédérique, SIOEN Marie, *Diversité*, n°185, 3^{ème} trimestre 2016, pp.177 à 182

Lien : <https://www.reseau-canope.fr/notice/diversite-n-185-3e-trimestre-2016.html#content>



L'animation du Réseau des Centres de Ressources Politique de la Ville (CRPV)

Le cadre de référence des CRPV prévoit que le CGET (DVCU / Animation territoriale) organise 4 journées d'animation du réseau des CRPV par an. Trois journées ont été proposées en 2016 les ... , 10 juin et 4 novembre. Celles-ci ont été l'occasion de partager l'actualité de la politique de la ville, finaliser différents éléments du cadre de référence des Centres de ressources (indicateurs de suivi d'activité, appel à contributions du CGET auprès des CRPV, annexes techniques...). Ces rencontres sont aussi l'occasion d'échanger avec les différents bureaux de la Direction Ville et Cohésion Urbaine du CGET, permettant de faciliter les échanges d'information ou le cas échéant d'initier des coopérations.

« Appels à contributions des CRPV » :

Le cadre de référence prévoit que chaque CRPV contribue à alimenter la réflexion nationale en répondant à deux « appels à contribution » par an. L'IREV a répondu sur deux chantiers qui le mobilisent particulièrement :

- La participation des habitants et les conseils citoyens (actions du centre de ressources, repérage d'initiatives locales)
- Valeurs de la République & Laïcité (ce sujet était non optionnel pour les CRPV métropolitains).

La consolidation de ces contributions des CRPV par le CGET devrait être restituée auprès des services de l'Etat déconcentrés.

En complément de cette animation proposée par le CGET, les directeurs-trices des CRPV se réunissent à leur initiative plusieurs fois par an. En 2016, Morgane Petit a participé à 4 journées de réunion qui ont permis de :

- Faire avancer les chantiers collectifs comme le portail du Réseau (cf. infra)
- Partager et échanger sur des réflexions communes comme la capacité d'innovation, la fonction ressources, ou des problématiques spécifiques (la prévention de la radicalisation par exemple).

Les chantiers collectifs

Sous l'impulsion du nouveau cadre de référence des Centres de ressources, le Réseau des CRPV a entamé différents chantiers visant à renforcer la dynamique collective et la communication.

En particulier, un projet de site internet « portail » du réseau des CRPV a été relancé et devrait se traduire par le lancement du site internet au printemps 2017. Ce projet vise à donner plus de visibilité à l'activité des centres de ressources, leurs coopérations et leurs complémentarités. La réalisation du site internet est soutenue par une subvention du CGET, abondée par tous les centres de ressources pour engager la création d'un portail national du réseau. L'IREV est investi dans ce chantier et participe au comité de suivi technique et au comité de rédaction.

A l'invitation du CGET, une rencontre annuelle des équipes des CRPV est prévue par le cadre de référence. Initialement prévue en décembre 2016, celle-ci se déroulera le 16 mars 2017 (avec un temps d'échanges prévu entre les président-e-s des CRPV et la Secrétaire d'Etat, en présence des services déconcentrés de l'Etat. Les équipes des centres de ressources profiteront de ce temps pour prévoir 1 journée d'échanges de pratiques complémentaires, rassemblant l'ensemble des équipes des CRPV (80 personnes attendues). L'IREV participe au GT de préparation de cette rencontre des équipes.

Les Groupes de travail nationaux

En tant que Centre de ressources Politique de la Ville, l'IREV a été associé à deux groupes de travail nationaux pilotés par le CGET :

- Le réseau national Europe Urbain,
- Le Groupe de Travail Observation.

6.2 Réseau Ressources pour l'Égalité des chances et l'Intégration (RECI)

L'IREV participe au Réseau RECI depuis 2005. Le réseau était en 2016 composé de : l'ARIFOR (PRILDE – Champagne - Ardenne), AVDL (Villeurbanne), COFRIMI (Midi-Pyrénées), Espace Accueil étrangers (Marseille), EPI (Picardie), ORIV (Alsace) et IREV. Le CID (Nantes) a également participé aux travaux en 2016, à titre probatoire. La directrice de l'IREV, Morgane PETIT, est Déléguée du réseau RECI depuis le 1^{er} janvier 2016 et présidente de l'association de gestion du Réseau RECI.

Avec le soutien de ses partenaires (CGET, Ministère de l'Intérieur, Commission Européenne), le Réseau organise ses travaux collectifs autour de trois axes :

- La valorisation des ressources existantes, en lien avec les préoccupations des pouvoirs publics dans les champs de la prévention des discriminations, la promotion de l'égalité et l'intégration des primo-arrivants notamment.
- La mise en perspective des ressources et expériences locales / territoriales (dans ces domaines d'intervention) par la production et la diffusion de notes, points de vue sur...
- L'essaimage par ses membres des outils et ressources issus du Réseau et/ou issus des partenaires du Réseau RECI.

Les membres du Réseau RECI (Directeurs et/ou chargés de mission et chargées d'information – documentation) se sont réunis 7 jours en 2016. Les réunions ont permis de travailler les chantiers en cours du Réseau, en particulier les productions collectives.

Le Réseau RECI a publié en 2016 :

- Contrat de ville et prévention des discriminations. Analyse de l'axe « lutte contre les discriminations » dans les contrats de ville – novembre 2016, 13 p.
<http://reseau-reci.org/contrat-de-ville-et-prevention-des-discriminations-analyse-de-laxe-lutte-contre-des-discriminations-dans-les-contrats-de-ville/>
- Recueil d'outils pédagogiques sur la laïcité <http://reseau-reci.org/recueil-doutils-pedagogiques-sur-la-laicite-decembre-2016/>
- Point de vue sur... La laïcité au service du lien social <http://reseau-reci.org/point-de-vue-sur-la-laicite-au-service-du-lien-social/>

Le Réseau RECI alimente également le Portail Européen sur l'Intégration mis en place par la Commission Européenne <http://ec.europa.eu/ewsi/fr/>

VII – GOUVERNANCE ET MOYENS HUMAINS

7.1 Les instances

L'Assemblée Générale du GIP s'est réunie 2 fois en 2016

13 juin 2016

- Rapport d'activités 2015
- Compte financier 2015
- Avenant à la convention constitutive (adhésion EPCI)
- Budget modificatif 2016

9 novembre 2016 :

- Projet stratégique du Centre de ressources Politique de la Ville Hauts de France
- Orientations 2017
- Budget prévisionnel 2017
- Avenant à la convention constitutive (prise en compte du projet stratégique, évolution du périmètre d'intervention, adhésion EPCI)
- Protocole de fonctionnement 2017-2019 incluant les conditions d'adhésion des EPCI et communes pilotes des contrats de ville au GIP IREV (Barème des participations financières)
- Règlement intérieur GIP IREV

Le **Bureau**, composé des Président-e et Vice-Président-e du GIP s'est réuni une fois afin de préparer l'assemblée générale de juin 2016.

Le Comité technique s'est réuni deux fois, en amont des assemblées générales :

- Le 17 mars, en format restreint Etat-Région afin de préparer le bureau et l'assemblée générale de juin
- 19 septembre 2016
 - Réflexion collective sur le projet stratégique à partir de trois chantiers
 - Orientations 2017 : recueil des besoins des membres du GIP (Etat, Région, EPCI, CDC)

Evolution du périmètre d'intervention

En application de la réforme territoriale (nouvelle carte des régions) et du cadre de référence des centres de ressources Politique de la Ville, l'IREV s'est attaché avec les membres de la gouvernance à définir un nouveau projet stratégique à l'échelle des Hauts-de-France. Plusieurs réunions ont ainsi mobilisé l'IREV :

- Temps de travail avec l'Espace Picard pour l'Intégration (EPI, centre de ressources Picardie jusqu'en 2015), l'Etat et la Région (1^{er} semestre) ;
- Temps de travail interne sous forme de séminaire interne rassemblant l'ensemble de l'équipe.

7.2 Moyens humains

En 2016, l'équipe de l'IREV était composée de la façon suivante :

- Morgane PETIT, Directrice
- Kadidja HAFFAS BENBEKHTI, Responsable administrative
- Hélène GUITER, Chargée de mission Information – documentation - communication
- Marie SIOEN, Chargée de mission

- Pierre-Édouard MARTIN, chargé de mission
- Anne FOURDRIGNIER, chargée de mission Information – documentation – communication (remplacement congés maternité) puis chargée de mission (programmes Valeurs de la République & laïcité, Egalité – citoyenneté)
- Marieke BARRAUD, chargée de mission capitalisation – communication (depuis octobre 2016)

Plan de formation et Participation à des rencontres et séminaires

L'équipe participe régulièrement à des rencontres et séminaires organisés en région et hors région. Cette participation assure à la fois la qualification des chargés de mission et directrice ainsi que la visibilité de l'IREV

Les membres de l'équipe ont notamment assisté aux manifestations suivantes :

- Rencontres des référents « Investissement Territorial Intégré » organisées par le Conseil Régional (mars, Lille)
- Journée nationale de la Laïcité et animation du réseau des formateurs VRL (décembre, Wattignies)
- Forum Euralens dédié à la participation des habitants (17 novembre, Méricourt)
- Rencontres nationales IRDSU à Bordeaux (8 et 9 septembre)
- 5ème Rencontre nationale des collectivités locales autour de l'ESS (RTES) (24 octobre 2016)

Par ailleurs, grâce au soutien du CGET, Morgane PETIT a suivi en 2015 – 2016 le cycle de formation de l'IHEDATE (Institut des Hautes Etudes d'Aménagement du territoire en Europe), consacré cette année à la question suivante : « l'aménagement du territoire peut-il être démocratique ». Mobilisant soixante « auditeurs », professionnels de l'aménagement du territoire, ce cycle comprend une session de 2 jours par mois ainsi qu'un voyage d'études en Europe et des travaux collectifs. La formation s'est achevée les 8 et 9 décembre par la présentation des résultats de ces travaux. Pour plus d'informations: <http://www.ihedate.org/?-Cycle-2015-2016->